



**Le journaliste Bruno Bidjang, impliqué dans un procès pour "propagation de fausses nouvelles", a récemment plaidé coupable devant le tribunal. Malgré cette reconnaissance des faits, le tribunal a décidé de maintenir Bidjang en prison jusqu'à la prochaine audience en mai 2024, suite à une demande de renvoi pour obtenir son casier judiciaire manquant.**

Cette situation soulève des interrogations sur la prolongation de la détention du journaliste, laissant penser à une stratégie visant à le maintenir incarcéré le plus longtemps possible. Même après avoir rédigé des lettres d'excuses au Président Paul Biya, au ministre de la Défense Beti Assomo et au gouvernement, exprimant des regrets pour ses déclarations critiques sur l'augmentation du prix du carburant, Bidjang reste derrière les barreaux.

La détention prolongée de Bidjang suscite e des inquiétudes croissantes quant à la liberté d'expression et au respect des droits de l'homme au Cameroun. La société civile et les organisations de défense des droits de l'homme continuent de plaider pour sa libération, évoquant l'importance de la liberté de la presse dans toute démocratie saine.